

Activité économique

Après une forte chute de l'activité économique au deuxième trimestre, à $-18,9\%$ en écart au quatrième trimestre 2019, et un fort rebond ramenant cet écart à $-4,1\%$ au troisième trimestre, la fin de l'année 2020 est marquée par une deuxième vague épidémique et la mise en place d'un reconfinement de la population. L'écart d'activité avec le niveau d'avant-crise se creuserait donc à nouveau en novembre, à -13% . Selon notre scénario médian, cet écart serait en moyenne de -8% sur le quatrième trimestre, soit une perte d'activité moindre qu'au deuxième trimestre. Le PIB baisserait ainsi d'environ $4\frac{1}{2}\%$ entre le troisième et le quatrième trimestre 2020, et de l'ordre de 9 à 10% en moyenne annuelle entre 2019 et 2020. D'une part, les restrictions sanitaires sont un peu moins contraignantes que lors du premier confinement, avec notamment l'ouverture des écoles et l'objectif affiché de permettre à une majorité de personnes de continuer à travailler. D'autre part, l'expérience du printemps a induit un apprentissage, qu'il s'agisse des mesures prophylactiques générales, des protocoles sanitaires, du télétravail, des chaînes locales de production et d'approvisionnement, ou encore des comportements de consommation des ménages.

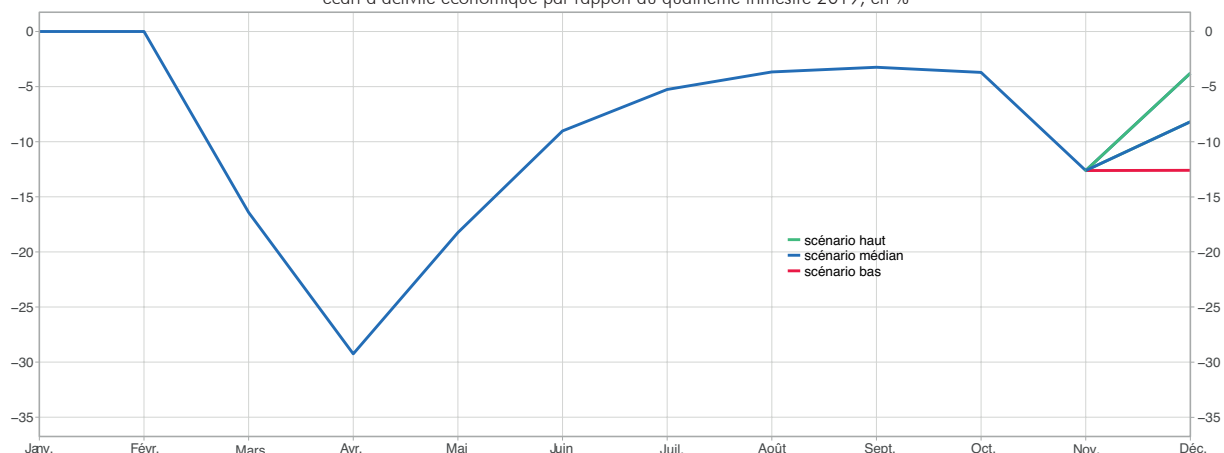
Après un vif rebond en partie mécanique au troisième trimestre, l'activité économique française chuterait à nouveau lors d'un quatrième trimestre en partie reconfiné

Après une chute de l'activité au deuxième trimestre de $18,9\%$ par rapport au niveau d'avant-crise (quatrième trimestre 2019), cet écart s'est réduit à $-4,1\%$ au troisième trimestre. Le rebond, particulièrement fort en juin, s'est poursuivi en juillet et août, avant de ralentir en septembre (*graphique 1*).

De fait, après une accalmie pendant l'été, la propagation du virus s'est intensifiée en septembre, d'abord de manière localisée dans quelques métropoles. Des mesures ciblées localement et sectoriellement (hébergement-restauration, activités culturelles et sportives) ont ainsi été prises dès la fin septembre, puis renforcées en octobre avec l'introduction d'un couvre-feu, d'abord restreint à quelques départements puis étendu à d'autres. L'épidémie continuant de se diffuser, un nouveau confinement est entré en vigueur le 30 octobre, et ce au moins jusqu'au 1^{er} décembre. Ce deuxième confinement n'est toutefois pas une exacte réplique du premier. Ainsi, les usines et

1 - Perte d'activité mensuelle estimée puis prévue

écart d'activité économique par rapport au quatrième trimestre 2019, en %



Lecture : en novembre, l'activité économique serait en retrait d'environ 13% par rapport au niveau du quatrième trimestre 2019. Selon le scénario médian, elle s'établirait en décembre à -8% .

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

les chantiers poursuivent, pour la plupart, leur activité. Lorsque le télétravail n'est pas possible, les protocoles sanitaires sont désormais rodés pour permettre le travail sur site. Davantage de magasins, notamment dans le commerce de gros, restent ouverts. Enfin, les établissements scolaires (hors enseignement supérieur) maintiennent en grande partie l'accueil de leurs élèves.

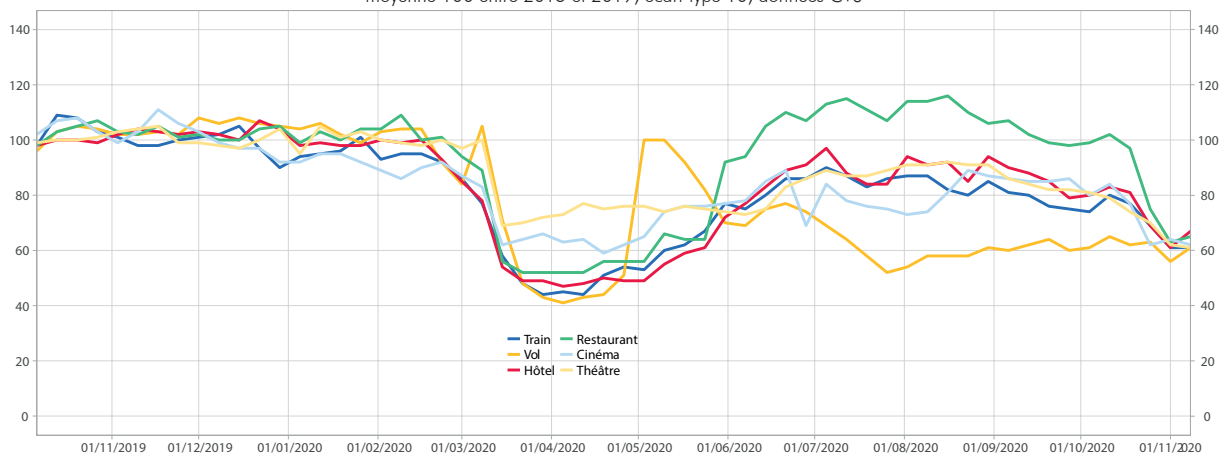
À cet égard, certains indicateurs « à haute fréquence » peuvent donner une information avancée sur l'activité de secteurs spécifiques. C'est le cas, par exemple, du nombre de requêtes effectuées sur le moteur de recherche Google (*graphique 2*). La recherche du mot « restaurant », déjà en baisse fin septembre, a continué de diminuer en octobre et a chuté début novembre ; de même fin octobre pour celle des mots « hôtel », « cinéma » ou encore « théâtre », tandis que celle du mot « vol » reste stable à un niveau très bas. Le temps total passé chez soi en écart à une situation normale, indicateur

issu des *Google Maps Mobility Reports*, reflète également de façon assez remarquable les pertes d'activité mensuelles estimées depuis avril (*graphique 3*). La remontée de l'indicateur sur les premières semaines de novembre suggère ainsi une nouvelle diminution de l'activité, même si le télétravail peut également jouer sur les évolutions de cet indicateur.

De son côté, l'indicateur de sentiment médiatique (voir *Point de conjoncture* du 17 juin 2020 et encadré méthodologique) relaie la dégradation du contexte économique qu'observent les médias (*graphique 4*). En octobre, la baisse de l'indicateur semble anticiper celle de l'activité au mois de novembre, même si ce recul est beaucoup moins fort que lors du premier confinement. Après le 30 octobre, les informations médiatiques ne semblent faire part que d'un pessimisme modéré, reflétant peut-être les annonces concernant les perspectives de vaccins ou la moindre contrainte

2 - Fréquence de recherche de mots-clés sur internet

moyenne 100 entre 2015 et 2019, écart-type 10, données CVS

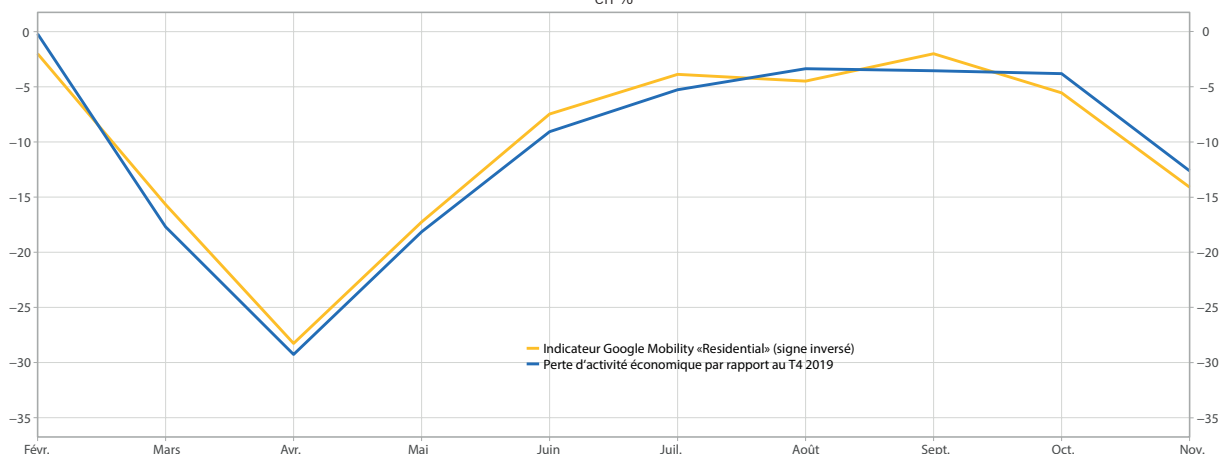


Lecture : durant la semaine du 27 septembre au 3 octobre, la fréquence des recherches du mot « vol » sur internet via Google était près de 4 écarts-types inférieure à celle en moyenne constatée entre 2015 et 2019.

Source : Google Trends, calculs Insee

3 - Indicateur de temps total mensuel passé chez soi (en écart par rapport à une situation normale) et pertes mensuelles d'activité économique (estimées et prévues)

en %



Note : pour novembre, les données de l'indicateur sont actuellement disponibles jusqu'au 10 novembre. Les valeurs mensuelles sont les moyennes des valeurs quotidiennes de l'indicateur. Le signe de l'indicateur a été inversé pour faciliter la comparaison avec la perte d'activité mensuelle.

Source : Google Maps Mobility et Insee

que représente le deuxième confinement par rapport à celui de mars.

Les données d'électricité constituent également un bon indicateur conjoncturel, étant corrélées aux évolutions de l'activité (*Point de conjoncture* du 8 juillet 2020) : la consommation totale de RTE marque le pas lors de la semaine 45 (du 2 au 8 novembre), à $-7,0\%$ sous son niveau moyen (*graphique 5*). Les données de soutirage électrique des entreprises directement raccordées à RTE semblent, quant à elles, plutôt se maintenir dans l'ensemble (*graphique 6*), mais avec des disparités selon les branches (forte baisse dans les transports la semaine 45, ou encore, dans une moindre mesure, baisse qui s'amorce dans la construction automobile depuis la semaine 42, sans décrochage franc cependant).

Au quatrième trimestre, l'activité se dégraderait, notamment dans les services les plus directement affectés par le confinement, mais résisterait davantage dans l'industrie et la construction

Dans les derniers *Points de conjoncture*, la trajectoire de reprise de l'économie après le choc du deuxième trimestre avait été prévue à partir de l'enquête Acemo-Covid, menée par la Dares en lien avec l'Insee, et qui interroge les entreprises sur l'horizon anticipé de « retour à la normale » de leur activité. Cependant, la dernière édition en date de l'enquête portait sur le mois d'octobre et le contexte actuel n'est plus celui

4 - Indicateur de sentiment médiatique jusqu'au 13 novembre 2020

moyenne mobile sur 3 semaines, indice de moyenne 100 depuis 2000 et d'écart-type 10

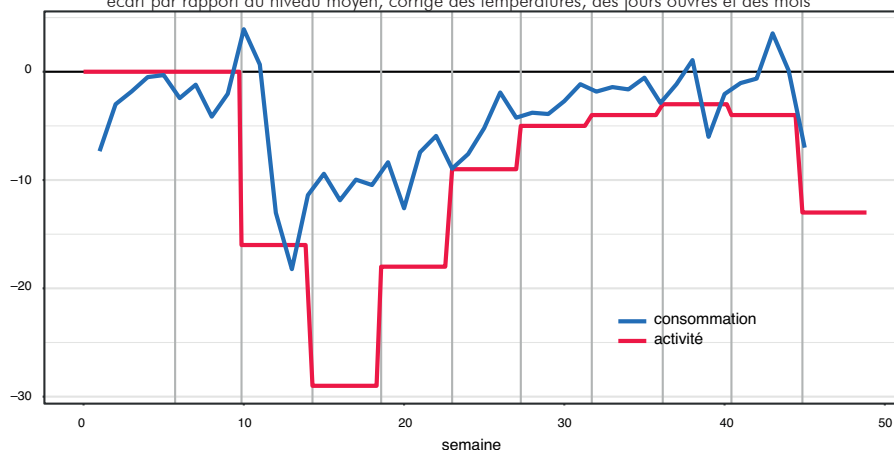


Lecture : le 17 mars 2020 (date de début du premier confinement, indiquée par la première ligne pointillée verticale) la valeur de l'indice se situe à 75, soit une déviation de 2,5 écarts-types de sa moyenne. En octobre 2020, l'indice diminue et atteint une valeur légèrement supérieure à 90, indiquant un contexte économique dégradé alors que la situation sanitaire s'aggrave. La deuxième ligne pointillée indique le déconfinement, soit le 11 mai, la troisième le début du deuxième confinement, soit le 30 octobre.

Source : calculs Insee à partir du quotidien Les Echos

5 - Niveaux hebdomadaires de consommation d'électricité et pertes d'activité mensuelles estimées puis prévues

écart par rapport au niveau moyen, corrigé des températures, des jours ouvrés et des mois



Lecture : lors de la semaine 45, la consommation d'électricité est inférieure d'environ -7% au niveau moyen de consommation d'une semaine équivalente avec des températures identiques. La saisonnalité a été estimée sur ces données depuis 2018, ce qui rend sa correction relativement fragile.

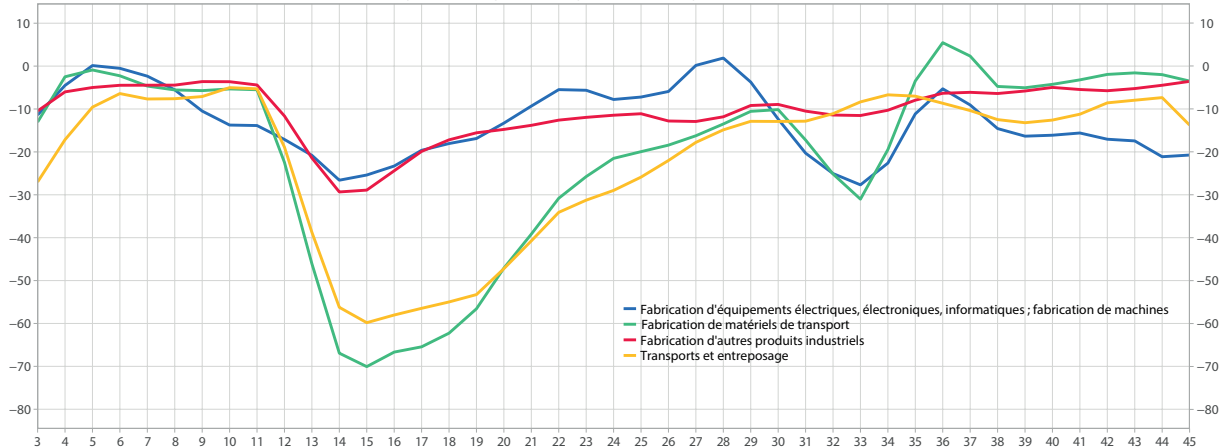
Source : Réseau de transport d'électricité (RTE), calculs Insee

d'une reprise. L'estimation d'activité pour le mois de novembre a donc été réalisée en mobilisant d'autres méthodes et sources d'informations : des indicateurs « à haute fréquence » sur les premiers jours de novembre, les remontées des fédérations professionnelles, les pertes d'activité d'avril, mai et juin comme points de comparaison pour les branches directement affectées par le reconfinement, concentrées surtout dans les services, et enfin, une estimation de la diffusion de ce choc au reste de l'économie, dans les autres branches les plus interdépendantes avec celles directement affectées.

Au total, l'activité économique se situerait en novembre 13 % en deçà de son niveau d'avant crise (après -4 % en octobre, *tableau 2*). La prévision d'activité pour l'ensemble du quatrième trimestre reste incertaine, dépendante des évolutions de l'épidémie et des restrictions sanitaires en décembre. Le scénario médian retenu ici est celui d'un confinement se prolongeant pendant la première quinzaine de décembre, puis d'un allègement de certaines mesures pendant la deuxième quinzaine : la perte d'activité serait alors de 8 % au quatrième trimestre 2020, par rapport au quatrième trimestre 2019. Un scénario plus

6 - Consommation d'électricité de quelques secteurs parmi les principaux consommateurs

écart à la moyenne corrigé des températures, des jours ouvrés et des mois, en %

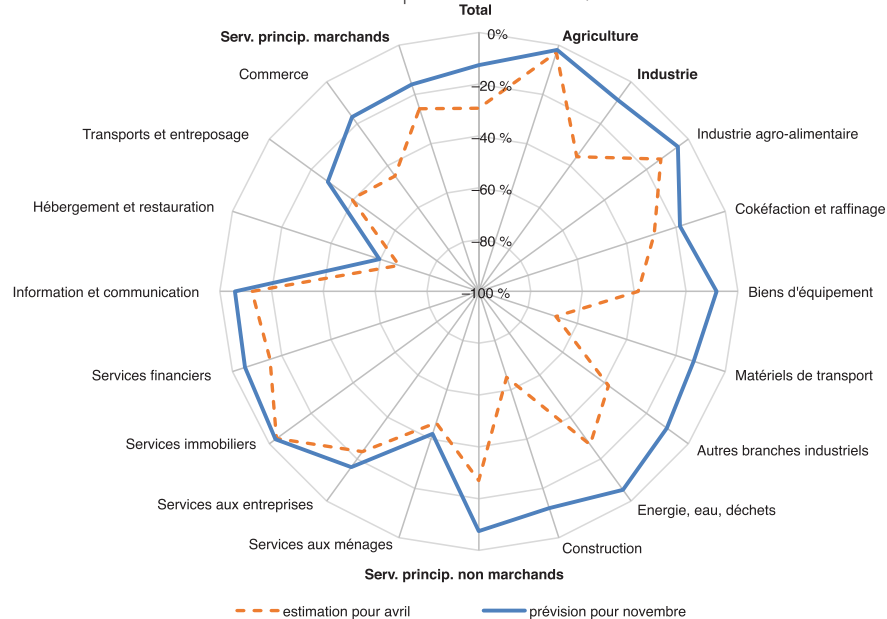


Lecture : lors de la semaine 45, la consommation d'électricité par les entreprises de la branche transport et entreposage directement raccordées au réseau d'électricité était inférieure de 14 % au niveau de consommation d'une semaine normale.

Source : Réseau de transport d'électricité (RTE), calculs Insee

7 - Comparaison des pertes d'activité par branche observées en avril et prévues en novembre

en écart au quatrième trimestre 2019



Lecture : en novembre, l'activité économique de la branche de l'hébergement-restauration serait en retrait d'environ 60 % par rapport au niveau d'avant-crise selon notre scénario médian, contre -68 % en avril.

Source : estimations Insee à partir de sources diverses

favorable verrait un retour de l'activité en décembre à son niveau d'octobre, avec *in fine* une perte d'activité de 6 ½ %. À l'opposé, un scénario plus défavorable serait celui d'un confinement prolongé jusqu'à la fin du mois de décembre, avec *in fine* une perte d'activité à -9 ½ % sur le trimestre par rapport au niveau d'avant-crise. Après le rebond à +18,2 % du troisième trimestre (en évolution), le PIB baisserait à nouveau au quatrième trimestre, de 4 ½ % selon notre scénario médian (*tableau 1*). En moyenne annuelle, la prévision de contraction du PIB en 2020 serait de l'ordre de -9 à -10 %.

Dans l'ensemble, le mois de novembre devrait se caractériser par un recul notable de l'activité, mais toutefois moindre qu'en avril, et ce dans toutes les branches (*graphique 7*). D'une part, moins de branches sont directement affectées par les mesures de restrictions : c'est certes toujours le cas de l'hébergement-restauration, des services de transports ou des autres activités de services (activités de loisirs notamment), mais beaucoup moins des activités scientifiques et de soutien (contexte moins dégradé et entreprises poursuivant dans l'ensemble leur activité), de la construction (poursuite des chantiers), du commerce et réparation (contexte moins dégradé et périmètre plus large des magasins non fermés réglementairement), ou encore de la plupart des branches de l'industrie (usines en activité). D'autre part, certaines branches directement affectées pourraient être en mesure de s'adapter en partie au cadre réglementaire du confinement et d'éviter

un arrêt total de leur activité (vente à emporter dans les restaurants, collecte d'achats prépayés dans les librairies...), bien qu'elles restent néanmoins durement touchées.

Ainsi, en novembre, les pertes d'activité les plus fortes (*tableau 2*) se situeraient dans l'hébergement-restauration (-60 % par rapport au niveau d'avant-crise, après un mois d'octobre déjà affecté par le couvre-feu), les autres activités de services (-42 %, du fait de la fermeture des musées, bibliothèques et des salles de sport, ou encore de l'annulation des spectacles) et les services de transport (-28 %, du fait des restrictions sur les voyages touristiques et les déplacements professionnels). D'autres branches, par exemple l'agro-alimentaire, ne seraient pas directement touchées, mais se dégraderaient néanmoins, en raison des baisses d'activité de branches plus durement affectées dont elles sont dépendantes, tel l'hébergement-restauration. Les anticipations négatives, même dans des branches où les contraintes réglementaires sont faibles, pourraient aussi contribuer à dégrader l'activité. Ce pourrait être le cas de la construction (travaux chez les particuliers notamment) où la perte d'activité se situerait à -12 %, des activités scientifiques et techniques et des services administratifs et de soutien (-16 %). Dans d'autres branches, comme la fabrication d'équipements ou de matériels de transport, l'activité se maintiendrait. ■

Tableau 1 - Estimation puis prévision des pertes d'activité économique en 2020

en %

	scénario								
				haut	médian	bas	haut	médian	bas
	2020T1	2020T2	2020T3	2020T4			2020		
évolution	-5,9	-13,7	18,2	-2 ½	-4 ½	-6	-8,9	-9,3	-9,6
perte d'activité		-18,9	-4,1	-6 ½	-8	-9 ½			

Lecture : au quatrième trimestre, la perte d'activité par rapport au niveau d'avant-crise est estimée à -8 % dans notre scénario médian (contre -6 ½ % et -9 ½ %, dans nos scénarios respectivement les plus favorable et défavorable) ; soit une chute de PIB d'environ -4 ½ % par rapport au troisième trimestre, après un rebond de 18,2 % au troisième.

Note : la perte d'activité économique d'un mois ou trimestre donné est mesurée par rapport au quatrième trimestre 2019. En revanche, la variation de PIB un trimestre donné est, par définition, calculée à partir du niveau d'activité du trimestre précédent. L'évolution et la perte d'activité du quatrième trimestre 2020 sont arrondies au demi-point de pourcentage.

Source : Calculs Insee à partir de sources diverses

Tableau 2 - Prévision détaillée de perte d'activité au quatrième trimestre 2020 (scénario médian) en écart au niveau d'avant-crise (quatrième trimestre 2019)

en %

Branches	Part dans le PIB	T2 2020	T3 2020	oct 2020	nov 2020	déc 2020	T4 2020	T4 2020 contribution (en points)
Agriculture, sylviculture et pêche	2	-1,9	-1,6	-1	-2	-1	-1	0
Industrie	14	-23,2	-6,6	-4	-9	-7	-6	-1
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2	-9,6	-1,8	-2	-5	-3	-3	0
Cokéfaction et raffinage	0	-17,3	-28,8	-18	-18	-18	-18	0
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1	-24,1	-5,8	-5	-8	-7	-7	0
Fabrication de matériels de transport	2	-50,9	-20,9	-10	-13	-11	-11	0
Fabrication d'autres produits industriels	6	-23,9	-5,6	-3	-10	-7	-7	0
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2	-15,1	-3,6	-3	-5	-5	-4	0
Construction	6	-31,2	-5,6	-3	-12	-7	-7	0
Services principalement marchands	57	-17,9	-4,9	-5	-16	-11	-11	-6
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10	-19,6	-3,2	-3	-17	-10	-10	-1
Transports et entreposage	5	-32,1	-14,6	-20	-28	-24	-24	-1
Hébergement et restauration	3	-52,6	-14,3	-31	-60	-45	-45	-1
Information et communication	5	-9,7	-3,9	-4	-6	-5	-5	0
Activités financières et d'assurance	4	-10,6	-1,8	-1	-5	-3	-3	0
Activités immobilières	13	-3,0	-0,1	0	-3	-1	-1	0
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14	-20,5	-6,0	-1	-16	-9	-9	-1
Autres activités de services	3	-35,3	-9,5	-18	-42	-30	-30	-1
Services principalement non marchands	22	-16,8	0,0	0	-7	-4	-4	-1
Total	100	-18,9	-4,1	-4	-13	-8	-8	-8
dont principalement marchands	78	-19,4	-5,2	-5	-14	-9	-9	-7
dont principalement non marchands	22	-16,8	0,0	0	-7	-4	-4	-1

Lecture : en juin, l'activité économique aurait diminué de 4 % par rapport à une situation normale. L'industrie, dont la perte d'activité en novembre est estimée à 6 %, contribuerait à hauteur de 1,9 point de pourcentage à cette baisse.

Source : Calculs Insee à partir de sources diverses

Encadré

Méthodologie de construction de l'indicateur de sentiment médiatique

À l'aide de techniques d'analyse textuelle, de collecte automatisée de données en ligne (*web scraping*) et d'apprentissage supervisé (*machine learning*), un indicateur de sentiment médiatique sur l'économie française a été élaboré à partir des articles numériques du quotidien *Les Echos*. Pour cela, les mots qui apparaissent dans chaque article sont catégorisés et comptabilisés en « positif » (respectivement « négatif »), au sens où leur présence traduit une opinion « optimiste » (respectivement « pessimiste ») sur l'activité économique française le jour de publication de l'article. Un indicateur, qui compare les occurrences des mots « positifs »

relativement à celles des mots « négatifs », peut alors être calculé : il mesure la tonalité générale du journal sur la situation économique du pays un jour donné. En fonction du nombre de termes positifs et négatifs de l'article, un « score de sentiment » est attribué : la valeur de l'indicateur de sentiment médiatique un mois donné est la moyenne des « scores » des articles du mois. Ainsi, celui-ci dépend de la qualité du dictionnaire et du vocabulaire présent de l'article. L'indicateur est ensuite centré autour d'une moyenne de 100 et réduit à un écart-type de 10 sur l'ensemble de la période depuis 2000. ■